

Facebook, il faut qu'on parle – Lettre à Sheryl Sandberg

Le 26 mai 2021



Lettre du mouvement à Facebook

Chère Sheryl Sandberg,

Nous vous écrivons en tant qu'organisations de la société civile des Etats Unis, de Palestine et au-delà, en colère et perturbés par la censure récente d'utilisateurs palestiniens et de leurs supporters sur vos plate-formes. Nous sommes également horrifiés devant le haut niveau de contenus incitatifs en direction des Palestiniens sur les plate-formes de Facebook. En ce moment, les plate-formes des réseaux sociaux comme Facebook et Instagram sont souvent les seuls outils dont disposent manifestants et résidents pour partager les informations afin de se protéger mutuellement face à la répression du gouvernement et de la police d'Israël et au cours d'agressions sur les civils. Ces plate-formes jouent un rôle clé pour les utilisateurs palestiniens et leurs alliés pour fournir de l'information sur les violations des droits de l'Homme par le gouvernement israélien et pour partager les images, vidéos et compte-rendus des meurtres et de la dépossession violente perpétrés par le gouvernement israélien et les colons sionistes israéliens. Cette censure flagrante du contenu politique palestinien met ces militants encore plus en danger.

Alors que les résidents palestiniens défendent leurs maisons à Jérusalem d'une dépossession forcée par le gouvernement israélien et les groupes de colons sionistes ratifiés par l'État, leurs appels à l'aide ont bénéficié d'une attention

internationale très étendue – inspirant des campagnes sur les réseaux sociaux et des manifestations massives à travers le monde. Cette indignation internationale ne s'est exprimée qu'après que l'armée israélienne ait attaqué les fidèles du Ramadan dans la mosquée al-Aqsa et ait commencé à bombarder brutalement les civils palestiniens dans la Bande de Gaza – agression continue qui a tué plus de 200 personnes, dont au moins 60 enfants. Et la communauté internationale a continué à se mobiliser alors que, immédiatement à la suite d'un cessez-le-feu, la police israélienne a tiré des grenades assourdissantes sur les fidèles palestiniens sur le site d'al-Aqsa et s'est embarquée dans une campagne d'arrestations massives de Palestiniens citoyens d'Israël qui a abouti à plus de 1.500 arrestations ciblant les manifestants.

La décision des dirigeants de Facebook de directement collaborer à ce moment là avec Gantz, le ministre israélien de la Défense et de la Justice, sur la modération des contenus sans engagement paritaire approprié du gouvernement jusqu'à ce que la société civile l'y pousse, est plus que scandaleuse. Facebook peut avoir besoin, dans son travail, de consulter des gouvernements sur diverses questions de contenu et de politique : cependant, se coordonner publiquement avec le gouvernement israélien – que les Nations Unies et de multiples organisations de défense des droits de l'Homme ont appelé un État d'apartheid – au milieu d'une agression militaire sur les civils palestiniens de la Bande de Gaza, d'attaques sur les citoyens palestiniens d'Israël, et du déplacement forcé de Palestiniens de Jérusalem Est, c'est au mieux dépasser dangereusement les bornes.

En plus, les nombreux rapports reçus ces deux dernières semaines par plusieurs de nos organisations sur la suppression ou le blocage d'une expression politique, en plus du rapport émis la semaine dernière par Zamleh, qui contient 429 incidents rapportés par Instagram et Facebook, soulève l'inquiétude sur la relation de Facebook avec l'Unité

Cybernétique extra-juridique du ministère israélien de la Justice. Le fait que, depuis le 6 mai, il y ait eu une vaste suppression de messages de Palestiniens ou de leurs soutiens (y compris le retrait de contenus et la désactivation de comptes ou de pages en se fondant sur des violations des Normes Communautaires, ainsi que le retrait massif d'histoires d'Instagram) qui, après examen, ont été replacés pour absence de toute violation, indique que Facebook accepte peut-être volontairement des démantèlements recommandés par l'Unité Cybernétique israélienne. Cette relation peu claire entre Facebook et l'Unité Cybernétique israélienne est inquiétante, alors qu'elle n'est soumise à aucun processus gouvernemental ou juridique officiel.

Ces indications sur une relation privilégiée de Facebook avec le gouvernement israélien contredisent les assurances que les représentants de l'engagement communautaire et de la politique du contenu de Facebook ont répétitivement exprimées devant ceux d'entre nous qui se sont engagés de bonne foi en tant que parties prenantes dans le processus de la politique de contenu de Facebook, spécifiquement au cours des six derniers mois autour de la possible réinterprétation de « Sioniste » par Facebook. Lorsque nous avons exprimé notre inquiétude que la politique actuelle ou future (telle celle étouffant la critique des « Sionistes » ou des institutions « sionistes ») puisse réduire au silence les Palestiniens et ceux d'entre nous qui s'organisent pour faire porter sa responsabilité au gouvernement israélien, on nous a souvent assurés que Facebook n'avait pas de relation privilégiée avec le gouvernement israélien – que nos inquiétudes étaient sans fondement. Étant donné la décision de Facebook de collaborer avec le ministère israélien de la Défense et de la Justice, la possible relation entre Facebook et l'Unité Cybernétique israélienne, et la récente enquête de The Intercept sur les règles de modération des contenus par Facebook réduisant au silence la critique d'Israël, la défiance de nos communautés envers l'entreprise s'accroît.

Facebook doit prendre les mesures urgentes et essentielles suivantes pour réparer la défiance de nos communautés et assurer que nous pouvons compter sur Facebook et Instagram comme sur des espaces civiques libres et des outils pour tenir les gouvernements pour responsables :

1. Confirmer votre propre engagement à respecter les droits de l'Homme et « à être un lieu pour l'égalité, la sécurité, la dignité et la liberté d'expression » comme établi dans votre politique d'entreprise en matière de droits de l'Homme, à vous engager avec les organisations de droits de l'homme et les associations de la société civile à répondre immédiatement aux inquiétudes que nous avons soulevées, et à mettre fin à la censure des Palestiniens sur vos plate-formes.

2. Assurer la transparence sur la façon dont Facebook applique la politique des contenus tels que ceux qui touchent au discours de haine et à l'incitation à la violence dans la mesure où ils concernent les identités ethniques et religieuses et les idéologies politiques suivantes : les Palestiniens, les Juifs, les Israéliens et les Sionistes.

3. Évaluer la relation de Facebook avec le gouvernement israélien à travers ses ministères et rompre les liens avec l'Unité Cybernétique d'Israël, qui peut diriger vers le retrait de contenus qui ne violent aucune norme communautaire et, par conséquent, peut conduire à la censure ou à la dissuasion du discours politique.

4. Préserver et partager toutes les données sur le retrait des contenus. Ceci comporte, sans y être limité, les informations sur lesquelles les démantèlements n'ont pas fait l'objet d'un examen humain, si les utilisateurs ont essayé de faire appel du démantèlement, et les incidents rapportés par les utilisateurs de Facebook et d'Instagram qui n'ont pas été suivis d'effet.

5. Permettre aux chercheurs indépendants et parties prenantes

d'examiner les contenus bloqués ou retirés et toutes les données relatives au retrait de ces contenus, soumises à la protection des données et aux exigences de confidentialité. Ce geste de bonne foi permettra à un contrôle externe des mécanismes de modération par des chercheurs approuvés et des intervenants indépendants avec une expertise pertinente d'assurer une surveillance supplémentaire des mécanismes de recours et l'équité et l'efficacité des mécanismes d'appel, particulièrement pour les associations historiquement marginalisées, et de travailler à restaurer la confiance avec ces associations.

Une action urgente est demandée à Facebook pour examiner sa complicité avec la politique d'apartheid et de nettoyage ethnique du gouvernement israélien. Nous vous exhortons à répondre publiquement à cette lettre et à prendre contact immédiatement avec nous.

Sincèrement,

Zamleh – The Arab Center for the Advancement of Social Media

Access Now

Action Center on Race and the Economy (ACRE)

Adalah Justice Project

ALQST for Human Rights

American Friends Service Committee

American Muslims for Palestine

BDS Berlin

BDS France

Boycott from Within (Israeli citizens for BDS)

Center for Constitutional Rights

CODEPINK

Council on American-Islamic Relations (CAIR)

Council on American-Islamic Relations (CAIR) – Chicago

docP – BDS Netherlands

Een Andere Joodse Stem, Another Jewish Voice, Belgium

Fight for the Future

For Us Not Amazon

Free Speech on Israel (UK)

Friends of Sabeel North America

ICNA Council for Social Justice

IfNotNow

Ireland-Palestine Solidarity Campaign

Jetpac Resource Center

Jewish Voice for Just Peace (Ireland)

Jewish Voice for Labour

Jewish Voice for Peace

Jewish Network for Palestine

Jordan Open Source Association (JOSA)

Kairos

La ColectiVA

Masaar – Technology and Law Community

MediaJustice

MENA Rights Group

Mnemonic

MPower Change

National Lawyers Guild

National Students for Justice in Palestine

Palestine Legal

Palestine Solidarity Campaign

Palestinian BDS National Committee (BNC)

Ranking Digital Rights

R3D: Red en Defensa de los Derechos Digitales

South Asian Americans Leading Together (SAALT)

SMEX

Taraaz

The Palestine Institute for Public Diplomacy

United Methodists for Kairos Response (UMKR)

Uplift – A People Powered Community (Ireland)

We Are Not Numbers

**Pour signer la pétition Facebook, il faut qu'on parle contre
la censure, cliquez ici !**

Source : [Facebookweneedtotalk.org](https://facebookweneedtotalk.org)

Traduction J. Ch. pour BDS France